Le point de vue de l'économiste Martin Armstrong

La dégradation de la situation mondiale

Partage international n° 116 – Avril 1998

par Diana Gold Holland

Martin Armstrong, de Princeton Economics, aux Etats-Unis, est reconnu comme l'un des meilleurs économistes mondiaux. Peu après que la revue Share International l'eut annoncé en 1988, l'institut Princeton Economics a prédit la chute de l'indice Nikkei (Bourse de Tokyo), alors que ce dernier se maintenait à des sommets records et que sa chute semblait inimaginable. M. Armstrong s'est exprimé récemment à Vancouver, lors d'un colloque sur les perspectives économiques mondiales (World Economic Outlook). L'article qui suit résume une partie de son allocution.

On a fait grand cas des récents bouleversements qui ont secoué les marchés asiatiques. Mais il existe un facteur de déstabilisation de l'économie mondiale qui agit de manière beaucoup plus insidieuse : il s'agit de l'Europe, et plus spécifiquement la prochaine Union économique européenne.

L'Europe connaît actuellement une fuite phénoménale de capitaux, affirme M. Armstrong, car personne ne peut prédire quelle sera la valeur des monnaies individuelles lorsque l'union entrera en vigueur, et encore moins dans quelques années. La plupart des gens ignorent que deux jours avant la débâcle asiatique d'octobre 1997, un emprunt obligataire à long terme lancé par le gouvernement allemand n'a pas été entièrement souscrit selon la procédure habituelle. Pourquoi ? Parce qu'au terme des obligations en question, dans trente ans, le mark allemand pourrait ne plus exister.

Une partie des fonds en attente d'investissement constitue des capitaux spéculatifs toujours *« prêts à migrer vers des pâturages plus verdoyants au moindre déplacement d'un indicateur sur l'écran d'un ordinateur. Cependant, un grand nombre d'investisseurs se sont généralement contentés, jusqu'à présent, de faire des placements obligataires à long terme et de récolter des intérêts deux fois l'an, durant dix, vingt ou trente ans. Avec l'Union économique européenne, l'horizon est maintenant réduit à six mois. Somme toute, il est actuellement impossible de trouver la stabilité, et un immense réservoir de capitaux fait constamment le tour du monde à la recherche d'un endroit sûr, mais sans jamais vraiment le trouver ».*

Le niveau de volatilité des marchés est sans précédent, déclare M. Armstrong. Les économies asiatiques ont atteint des sommets en 1994, mais celles du sud de l'Asie ont insisté pour lier leur devise au dollar américain, laissant à ce dernier le soin de déterminer la valeur de leur propre devise. Cela les amena à dilapider leurs avoirs pour maintenir la parité avec un dollar en hausse. Cette hausse a été si importante qu'un tiers des ressources mondiales soutient maintenant le dollar et maintient les taux d'intérêt américains environ 50 % plus bas qu'ils ne le seraient d'eux-mêmes. Normalement, un pays doit augmenter ses taux d'intérêt pour rendre ses émissions d'obligations plus attrayantes pour les investisseurs étrangers. Mais pourquoi s'en préoccuper lorsque ces étrangers se bousculent aux portes et que le marché intérieur profite de la faiblesse des taux d'intérêt ?

Au même moment, il existe en Europe un mouvement politique qui prône l'unification à tout prix. Il n'a pas cherché conseil auprès des banques, et n'a toléré aucune critique. En fait, par la pression morale qu'il exerce, ce mouvement empêche les banques de s'opposer à ses projets ou d'en révéler la nature utopique. D'ailleurs, comment établir le niveau relatif des devises composant l'euro, alors que les données économiques qui les sous-tendent seront toujours connues avec six mois de retard ?

Le problème, souligne M. Armstrong, est que l'union envisagée actuellement n'est que monétaire, alors que pour réussir elle devrait être à la fois fiscale et politique. Essentiellement, les hommes politiques se voient gouverner l'Europe en s'engageant, sur l'« honneur », à maintenir leurs monnaies respectives à l'intérieur d'une marge de 3 %. C'est de la pure utopie et c'est voué à l'échec, assure M. Armstrong, qui annonce trois Big Bangs entre avril et juillet 1998.

Le premier, le Big Bang japonais, se produira le 1er avril, avec la levée des garde-fous monétaires actuels. Le gouvernement Hashimoto compte sur les citoyens japonais pour soutenir une économie

fléchissante. Mais les Japonais vont être autorisés à investir à l'étranger, et comme les taux offerts par les banques japonaises sont inférieurs à 1 %, M. Armstrong prédit une fuite des capitaux vers l'étranger.

Le deuxième, le Big Bang européen, frappera à son tour le 1er mai, alors que les monnaies de tous les pays européens pourront être échangées selon une parité fixe. Cela signifie qu'en préparation pour l'Union économique européenne de 1999, l'écu ou les devises européennes fortes comme le franc français ou le mark allemand auront une parité fixe avec les « euro » plus faibles de pays comme l'Espagne. Le résultat ? Une dévaluation automatique de 5 à 7 % rapidement imposée aux devises fortes, ce qui explique pourquoi les investisseurs immobiliers allemands achètent maintenant frénétiquement des bords de mer sur la côte Est du Canada et des Etats-Unis.

Se basant sur des analyses complexes, M. Armstrong prédit un troisième Big Bang, une flambée des actions et des obligations américaines. Mais la poussière retombera : la volatilité atteint des sommets sans précédent, avec autant d'argent à la recherche d'un endroit sûr. M. Armstrong voit le plus long terme avec davantage d'optimisme, estimant que nous pourrions connaître, vers l'an 2003, une certaine stabilité. D'ici là, en dépit de la richesse de son expérience, il lui semble bien difficile de recommander quelque forme d'investissement que ce soit.

Le monde est maintenant un grand village. Ce qui arrive dans un endroit a des répercussions dans un autre, et ces répercutions sont bien réelles. Nul ne peut planifier ses investissements en se basant sur les caprices de l'économie locale, ni même sur ceux d'un gouvernement. A court terme, en raison de la volatilité présente, tous les investissements auront vraisemblablement tendance à procurer des rendements en dents de scie.

Le FMI ne devrait pas prêter de l'argent aux pays en difficulté, à moins de le faire en monnaie locale, insiste M. Armstrong. Qu'est-il arrivé à des pays comme la Russie et la Thaïlande ? Les prêts ont été accordés en dollars américains, ce qui a provoqué la chute des monnaies locales, puisqu'il a bientôt fallu de plus en plus de monnaie locale pour rembourser en dollars. La situation est insoutenable, reconnaît M. Armstrong, et les politiques du FMI n'aident absolument en rien les pays à faible revenu.

En dépit de ses nombreux contacts dans le monde de la haute finance, Martin Armstrong n'a entendu parler d'aucun projet de changement ou de reconstruction et il doute que le principe du partage joue un grand rôle dans l'élaboration des programmes des dirigeants du monde. Les hommes politiques ne considèrent que leur propres intérêts, et plus particulièrement leurs intérêts immédiats. Il existe très peu de coopération mondiale, croit-il, et à court terme, comme on le voit en Europe, il est à peu près impossible de transcender les différences culturelles. Il faudrait beaucoup plus qu'une catastrophe économique pour instaurer le système du partage. Dans l'Histoire, des changements de cette ampleur ne sont pas survenus sans beaucoup de douleur, et il faudrait un événement colossal, ajoute-t-il d'un ton songeur…

Auteur : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).
Thématiques : Économie
Rubrique : Divers